

■ SOCIÉTÉ **hayange**

L'œuf bleu bientôt mis aux enchères ?

Le maire de Hayange souhaite vendre aux enchères la fontaine d'Alain Mila, le fameux œuf bleu récemment décapé. Etape 1 : son estimation.



En avril dernier, la sculpture a été transportée aux ateliers municipaux. Elle n'en est jamais ressortie. Photo Pierre HECKLER

Elle n'avait plus fait parler d'elle depuis le mois d'avril. Date à laquelle l'œuvre de granit signée par le sculpteur Alain Mila, le fameux œuf repeint en bleu par le maire de Hayange, était démenagée vers les ateliers municipaux. Objectif : une opération décapage visant à redonner à la sculpture, conformément au souhait de l'artiste, son aspect d'origine.

Avoir eu la main « lourde » sur la peinture avait valu à la commune de Hayange d'être assignée par l'artiste à comparaître devant la chambre civile du tribunal de grande instance de Nancy. C'était en février dernier. L'affaire est loin d'être tombée à plat. Hier après-midi, les parties étaient convoquées au tribunal de grande instance pour une seconde audience de conciliation. Mais face à Fabien Engelmänn, persuadé qu'il artiste et avocat ne cherchent qu'à politiser l'affaire, personne ! « Nous avons estimé qu'il n'y avait rien à concilier, donc nous n'y sommes pas allés », s'est expliqué M^e Bertrand Mertz, l'avocat d'Alain Mila, rappelant au passage que ses tentatives de négociations en amont de la conciliation étaient restées vaines : « Il suffisait que M. Engelmänn la remette en état et l'affaire était réglée ! Désormais, ce sera au tribunal de trancher. Là, on ne sait même pas où se trouve la fontaine », s'agace-t-il. « Elle a disparu ! » Pas tout à fait. Le maire, de son côté, estime avoir honoré sa part du contrat : l'œuvre, dit-il, a été décapée par ses services, constat d'huissier à l'appui. Avant de glisser : « Nous en sommes propriétaires, donc la fontaine peut rester aux ateliers jusqu'à la fin des temps. Ou aller ailleurs. » En l'occurrence, Fabien Engelmänn imagine une tout autre destinée. « On va la faire estimer par les Domaines dans le but de la vendre aux enchères. » Un acheteur potentiel se serait déjà manifesté. Et plutôt que de cogiter sur le nouveau tournant pris par cette affaire, le maire préfère s'enthousiasmer sur la nouvelle fontaine d'occasion qu'il s'appête à installer. Ormée de chérubins et de lions. Sa place est toute trouvée : ce sera à côté de l'église, précisément là où trônait jadis l'œuvre d'Alain Mila.

■ SOCIAL

Les France Transfo rentrent de Paris avec au moins 8 M€

plan de sauvegarde de l'emploi

Partis très remontés à Paris hier, les France Transfo sont revenus apaisés. La direction de Schneider Electric leur a promis 8 à 10 M€ d'investissements sur les sites de Maizières et Ennery : « Une petite victoire. »

« Eh ben, y a du pognon ici ! » Les yeux écarquillés, ce soudeur de France Transfo découvre le Hive, magnifique siège entièrement vitré de Schneider Electric, à Rueil-Malmaison dans les Hauts-de-Seine. C'est dans cette barre de verre design de cinq étages, au pied de l'A86, qu'a été décidée la fermeture de son usine : la chaudronnerie de Marange-Silvange, inaugurée en 1980. Son activité est délocalisée plus à l'est. Ce qui entraîne la suppression de 90 postes. « Nos emplois en France, pas en Pologne », scandent en chœur ses collègues face à un cordon de CRS postés devant les grilles d'accès.

« Schneider Electric, rien que le fric », répondent en écho les ouvriers de TPQ. Cette autre filiale de 85 salariés, située à Petit-Quevilly, ferme aussi. Moselle-Normandie, même combat.

« Etre pris aux sérieux »

Venu assurer les salariés de son soutien, Thierry Jacquet, secrétaire du comité d'entreprise européen, se désespère : « Cette stratégie de délocalisation vers les pays d'Europe de l'Est ou en Inde a démarré il y a cinq ans et ça continue. Même une partie des services ressources humaines ou finances se trouvent aujourd'hui en Pologne. Nos centres d'appels belges ont été délocalisés en Roumanie. » Autour de lui, les quelque 150 salariés en colère font résonner cornes de brume, sifflets ou percussions façon Tambours du Bronx, pendant près de trois heures. Le vacarme ne stoppe que lorsque les délégués syndicaux sortent enfin du bâtiment, après une entrevue de plus d'une heure avec la direction de l'équipementier électronique.

« En venant à Paris, nous voulions faire



Les salariés sont allés à Paris pour dénoncer la politique de délocalisation de Schneider Electric. Photo Philippe DOBROWOLSKA

parler de nous et être pris au sérieux », commence au mégaphone un membre de l'intersyndicale CFDT, CFE-CGC et CFTC. Le premier but visé est manqué. Aucun média national n'a fait le déplacement. Le second, en revanche, est atteint. C'est par les plus hauts dirigeants français du groupe que la délégation a été reçue. A commencer par Luc Rémond, le président France.

« Le message est passé, nous avons été écoutés et nous revenons même avec une petite victoire », expliquent les délégués syndicaux. Les dirigeants de Schneider

Electric viennent de leur annoncer un investissement de 8 à 10 M€ sur trois ans. Soit le double de ce qui était initialement prévu. Le détail de cette enveloppe leur sera présenté dès ce matin à Maizières-lès-Metz. Pour la première fois depuis le début des négociations, un dirigeant de Schneider Electric, Sébastien Foison, devrait être présent. « Les discussions vont pouvoir redémarrer sur de nouvelles bases », espère l'intersyndicale.

Les nouvelles rassurent les 407 salariés des deux sites restants de France Transfo, à Maizières-lès-Metz et Ennery. A l'issue

de neuf jours de conflit et d'arrêt de la production, les grévistes se disent prêts à reprendre le travail dès aujourd'hui. A condition que la réunion de négociation de ce matin aille dans le bon sens. « Nous avons deux objectifs : obtenir des garanties sur l'avenir de ces deux sites et de bonnes mesures sociales pour les salariés de Marange qui perdent leur emploi », préviennent les manifestants avant de monter dans le bus. Direction : l'Assemblée nationale. Pour s'y faire connaître.

Philippe MARQUE.

■ faulquemont

■ ENVIRONNEMENT

Le potentiel des déchets mal-aimés



Le centre de valorisation organique a nécessité un investissement de 3,5 millions d'euros. Photo Thierry SANCHIS

Un centre de valorisation organique est sorti de terre à Faulquemont. Il exploite les boues d'épuration, les déchets d'abattoir...

Tirer tout le potentiel de nos déchets. C'est dans cette optique qu'un centre de valorisation organique est sorti de terre à Faulquemont. Inauguré hier, il permettra de produire électricité et chaleur à partir de résidus d'origine animale ou végétale, des déchets putrescibles de la cuisine, les papiers et cartons souillés sous certaines conditions, les boues des stations d'épuration, etc. « Il s'agit notamment des périmés et des invendus des grandes surfaces ou des déchets dans les abattoirs », détaille Adrien Henry, directeur général du pôle organique de Suez environnement.

A terme, le centre de Faulquemont valorisera en nouvelles ressources énergétiques jusqu'à 19 000 tonnes par an de déchets issus de la Moselle-Nord et Moselle-Est. 4 000 MWh de chaleur verte et 4 000 MWh d'électricité, soit l'équivalent de la consommation de 1 000 foyers, seront ainsi pro-

duits. En outre, une partie des résidus sera également valorisée sous forme de matières fertilisantes et de compost normé, utilisés par les agriculteurs locaux. « Un exemple d'économie circulaire », se targue Adrien Henry, puisque l'électricité produite sera rachetée par UEM, qui distribue l'électricité à Metz et ses communes environnantes. La chaleur saisie, elle, alimentera le processus de l'industriel Ismert, voisin du centre de valorisation, spécialisé dans le lavage des citernes et conteneurs. « Notre but est de tirer tout le potentiel de nos déchets. Tout ce qui arrive chez nous est valorisé. De notre côté, on ne génère aucun résidu », explique David Jurek, directeur régional Nord-Est au sein de Suez Environnement. « Dites-vous juste qu'il y a dix ans de cela, les ordures finissaient dans une décharge. »

Mélanie COURTE.

■ ÉCONOMIE

Grands noms, grands défis au Davos des matériaux

Les PDG de multinationales et les scientifiques les plus éminents participent au premier Forum mondial des matériaux à la cité des ducs.

Il est aussi grand qu'un Boeing mais ne pèse pas plus lourd qu'une voiture. Et il vole ! Solar Impulse a fait « escale » à Nancy, hier, durant un atelier organisé dans le cadre du Forum mondial des matériaux. Le premier du genre.

« Personne n'y croyait. Ceux qui ont collaboré ne savaient même pas qu'ils pouvaient le faire ! », explique l'un des participants. L'avion à énergie solaire a été évoqué afin de souligner la pertinence des « projets collaboratifs » pour faire émerger les « technologies de rupture », le thème de l'atelier. Pourquoi ?

« Les consommateurs en veulent toujours plus », résume Carlos Tavares, le PDG de PSA. « Ils veulent des voitures plus performantes, moins polluantes et moins chères. » « J'appartiens à cette génération d'ingénieurs qui subissent la tyrannie du "ou". C'était "ou" le confort "ou" la performance. » La rupture technologique a permis de passer du « ou » au « et ».

Autre moyen de favoriser l'émergence de technologies de rupture : soutenir des start-ups innovantes. Les échanges sont en anglais. Le PDG de Mitsubishi Shunichi Miyayaga a participé à un atelier sur les « solutions permettant d'améliorer l'accès aux matériaux rares à des



Philippe Varin, président du conseil d'administration d'Areva, préside le World Materials Forum qui se tient encore aujourd'hui à Nancy. Photo ER/Alexandre MARCHI

coûts acceptables ».

Au total, 52 intervenants, experts dans leurs domaines, ont pris part aux « workshops » traitant des « matériaux rares », de la « récupération et du recyclage », « des matériaux composites », des « politiques publiques pour le XXI^e siècle... »

Deux cent cinquante personnes participent à ces ateliers qui se poursuivent ce matin à l'hôtel

nancy

■ COMMERCE

jusqu'au 4 août

Les soldes débutent ce matin



Derniers étiquetages avant le rush aujourd'hui ! Même si les Lorrains ont six semaines pour en profiter. Photo Maury GOLINI

C'est le jour J ! Les soldes d'été commencent aujourd'hui en Lorraine et dureront jusqu'au 4 août. Coïncées entre les ventes privées dans les magasins et internet, ces rabais, ritualisés deux fois par an, ont un peu perdu de leur originalité, sauf qu'il s'agit de la seule période au cours de laquelle les commerçants sont autorisés à vendre à perte. Les prix rabotés de 40 à 80 % sont donc attendus ces prochaines semaines, malgré une atmosphère générale de crise peu propice aux dépenses. Selon Philippe Guilbert de l'institut Toluna, « le budget moyen sera en baisse, tournant autour des 164 euros, soit un recul de 26 % par rapport à 2014. La crise est en cause, bien sûr. Mais pas seulement. Ce repli indique clairement que les consommateurs attendent moins les soldes qu'auparavant. »

En Lorraine, entre commerces de centre-ville sous pression et surabondance de mégazones commerciales entre Metz et Thionville - à l'instar de Waves Grand Sud ou de Marques Avenue -, la compétition sera rude. Elle durera non pas cinq mais six semaines en 2015 : les soldes flottants ont été supprimés, donnant lieu à un rallongement de la période habituelle. Pour la première fois, certains commerces seront ouverts ce dimanche, alors que ce privilège était réservé jusqu'à présent aux soldes d'hiver.

S. L.

■ SANTÉ **dieuze**

Des craintes pour l'hôpital et l'IME

Demain, des agents hospitaliers de Dieuze vont manifester leurs craintes concernant la réorganisation de certains services.

« Il s'agit pour nous d'alerter la population et les responsables politiques locaux quant aux incidences de la réorganisation des services sur la qualité de la prise en charge des usagers de nos établissements », indique Gérard Mertz, secrétaire du syndicat CGT des établissements de santé dieuquois. Il est l'un des signataires du courrier invitant les maires du Saulnois à venir à la rencontre du personnel hospitalier demain, à 10h.

En première ligne de ce courrier, les élus liront le rappel du positionnement de Dieuze, à près de 40 km des centres hospitaliers les plus proches. En tête des services locaux visés, ils trouveront l'institut médico-éducatif (IME) et le service de médecine.

A propos des menaces pesant sur le second, le directeur Christophe Gasser est formel : « Il n'y a pas de péril en la demeure. » Il ne nie pas que l'agence régionale de santé demande d'étudier des pistes pour faire évoluer l'offre de santé sur le territoire mais affirme qu'« elle n'a jamais parlé de supprimer ni des lits ni des postes ».

Contrairement aux personnels mobilisés, lui est confiant : l'organisme de tutelle pourrait apporter son soutien à la restructuration des établissements de ce secteur rural, en proie à un déficit structurel de près de 700 000 €.

Le directeur indique que l'ARS a accepté de financer l'audit sur la réorganisation du fonctionnement de l'IME démarré en

février 2014. C'est ce sujet précis qui a précipité la mise en état d'alerte de certains agents, notamment de l'IME. Hier matin, certains d'entre eux ont tenté de démontrer que les équipes ne seraient pas opérationnelles selon le plan et dans les délais, « trop hâtifs », voulus par la Direction.

« Pas associés aux réflexions »

En vain. Celle-ci est restée inflexible sur l'échéance de septembre prochain. « La hâte est relative », considère le directeur. « Cela fait plus d'un an et demi que nous travaillons sur le dossier. Que certains fassent de l'obstruction parce qu'ils n'ont pas été associés aux réflexions comme ils le souhaitaient, je le conçois, mais leur état d'esprit n'est, je crois, pas celui de la majorité des agents, dont certains basculeront vers une sécurité et une pérennité de leur emploi. » L'importance de la mobilisation de demain le détrompera ou non.

Que le système de fonctionnement actuel des établissements ne soit pas des plus efficaces, que la loi impose des restrictions budgétaires, les représentants du personnel en conviennent, mais ils déplorent aussi les méthodes « insidieuses et anxieuses » adoptées pour atteindre des objectifs « définis selon des critères financiers plus que sanitaires et médico-sociaux ».

Claire FIORLETTA.



L'Agence régionale de santé veut que le centre hospitalier de Dieuze résorbe son déficit. Photo RL

Calogero à la Madine !



La Madine attend Calogero le 5 septembre. Photo archives RL

L'an dernier, c'est Christophe Maé qui avait clôturé l'été au lac de la Madine. C'est un autre poids lourd de la chanson française que le conseil régional de Lorraine a choisi pour succéder à l'interprète de *Tombe sous le charme*.

Récompensé aux dernières Victoires de la musique dans la catégorie chanson originale avec *Un jour au mauvais endroit*, c'est Calogero qui sera sur scène le samedi 5 septembre prochain pour un grand concert gratuit. Le chanteur, bassiste, guitariste et pianiste, signe, avec *Les Feux d'artifice*, son sixième album, un véritable carton. Plus de 500 000 exemplaires ont déjà été vendus.

Revivez l'édition 2014 en photos avec le concert de Christophe Maé sur www.republicain-lorrain.fr

■ REPÈRES

Acal fait peur aux Directions régionales



Une centaine d'agents de la Direction régionale de l'Environnement, de l'aménagement et du logement ont manifesté hier à Metz. Photo Karim SIARI

La création d'une grande région Alsace-Champagne Ardennes-Lorraine (Acal) inquiète les fonctionnaires des Directions régionales.

Les représentants de l'intersyndicale CFDT-Unsa et FSU des trois directions régionales jeunesse, sport et cohésion sociale (DRJSCS) ont demandé au préfet préfère l'organisation des services départementaux en Unités territoriales, permettant de redonner du sens et de l'efficacité aux politiques publiques tout en gardant la proximité avec les partenaires des collectivités locales, du monde associatif et du sport. « Les syndicats refusent « les mobilités forcées » et « demandent un accompagnement pour les agents subissant ces réformes ».

Hier, devant le siège de la Dreal (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) à Metz, l'intersyndicale CGT, FO, Unsa, CFDT, SNE-FSU a manifesté son mécontentement. Plus de 100 agents se sont mobilisés. Au nom de l'intersyndicale, Sébastien Hesse (CGT) a exprimé les craintes des quelque 400 agents de Lorraine, dont près de 350 travaillent en Moselle : « Il n'y a eu aucune concertation, c'est une réforme verticale. Elle rime avec une valse des services dans une région allant de Strasbourg aux confins de la Marne. »